

**STAGIAIRES
DES CONCOURS COMPLEMENTAIRES**

PROGRAMME PEDAGOGIQUE



PROMOTION 2022

TABLE DES MATIERES

I-	L'OBJECTIF DE LA FORMATION.....	3
II-	LES CAPACITES FONDAMENTALES DU MAGISTRAT	3
III-	L'ORGANISATION PÉDAGOGIQUE DE LA FORMATION INITIALE	4
A.	LA DIRECTRICE DE L'ECOLE.....	4
B.	LE DIRECTEUR ADJOINT CHARGE DU RECRUTEMENT, DE LA FORMATION INITIALE ET DE LA RECHERCHE.....	5
C.	LA SOUS-DIRECTION DES RECRUTEMENTS ET DE LA VALIDATION DES COMPETENCES.....	6
D.	LA SOUS-DIRECTION DES ETUDES.....	7
E.	LA SOUS-DIRECTION DES STAGES.....	16
F.	LE DEPARTEMENT DE LA RECHERCHE ET DE LA DOCUMENTATION.....	20
IV-	LE CALENDRIER DE LA FORMATION.....	22
V-	LA PERIODE D'ETUDE BORDELAISE	23
A.	CONTENU	23
B.	MÉTHODES PÉDAGOGIQUES.....	23
VI-	LE STAGE JURIDICTIONNEL	25
A.	LE STATUT DU STAGIAIRE	25
B.	LES CHOIX DE LIEUX DE STAGES ET LEUR CONTENU.....	25
C.	LES EMPECHEMENTS A AFFECTATION	26
VII-	LA VALIDATION DES COMPETENCES.....	28
VIII-	LA DECISION DU JURY	28
IX-	LE CHOIX DES POSTES A L'ISSUE DE LA FORMATION.....	29
X-	LE SERMENT DU MAGISTRAT.....	29

I- L'OBJECTIF DE LA FORMATION

L'École nationale de la magistrature est une école d'application. Après un cursus d'au moins quatre années d'études supérieures et l'acquisition d'une expérience professionnelle qualifiante, elle a pour vocation de préparer au métier de magistrat de l'ordre judiciaire.

L'objectif de formation dévolu à l'ENM pour les stagiaires candidats issus du concours complémentaire est défini comme suit :

Former les stagiaires aux fonctions de magistrats par l'acquisition des compétences fondamentales permettant, dès leur première fonction en qualité de juge, vice-président, substitut ou vice-procureur, une prise de décision conforme à la loi, adaptée à son contexte, respectueuse de l'individu et des règles éthiques et déontologiques et s'inscrivant dans son environnement institutionnel national et international.

Il s'agit de valoriser les acquis de leur expérience professionnelle antérieure et de développer de nouvelles compétences basées notamment sur la polyvalence, l'adaptabilité et l'aptitude à l'encadrement pour les stagiaires qui seront amené(e)s à exercer, dès leur premier poste, des fonctions du premier grade.

L'ENM prépare le/la stagiaire à l'exercice de l'ensemble des fonctions non spécialisées du siège et du parquet.

La formation des stagiaires se décompose comme suit : 1 mois d'études à l'ENM Bordeaux suivi de 4 mois de stage juridictionnel, complétés par 2 à 4 mois de stage de pré-affectation après le choix du premier poste.

II- LES CAPACITES FONDAMENTALES DU MAGISTRAT

Les treize capacités fondamentales du magistrat à acquérir

CAPACITES GENERALES

- Capacité à identifier, s'approprier et mettre en œuvre les règles déontologiques
- Capacité à la relation, à l'écoute et à l'échange
- Capacité d'adaptation
- Capacité à adopter une position d'autorité ou d'humilité adaptée aux circonstances
- Capacité à susciter un accord et à concilier
- Capacité à travailler en équipe
- Capacité à organiser, gérer et innover

CAPACITES NECESSAIRES A LA PRISE DE DECISION

- Capacité à identifier, respecter et garantir un cadre procédural
- Capacité à analyser et synthétiser une situation ou un dossier
- Capacité à préparer et conduire une audience ou un entretien judiciaire dans le respect du contradictoire
- Capacité à prendre en compte l'environnement institutionnel national et international
- Capacité à prendre une décision, fondée en droit et en fait, inscrite dans son contexte, empreinte de bon sens, et exécutable
- Capacité à motiver, formaliser et expliquer une décision

III- L'ORGANISATION PÉDAGOGIQUE DE LA FORMATION INITIALE

A. LA DIRECTRICE DE L'ÉCOLE



Mme Nathalie RORET

Avocate spécialisée en contentieux pénal complexe et en gestion de crise de 1990 à 2020, elle a créé son propre cabinet en janvier 2020 alors qu'elle entame son mandat de Vice-Bâtonnière du barreau de Paris. En parallèle de ses fonctions, elle est membre du comité d'éthique du barreau de Paris et a également été membre du conseil national des barreaux, ainsi que du conseil d'orientation de l'ONDRP et du conseil d'administration du FGTI. Elle a été nommée directrice de l'ENM en conseil des ministres, le 7 octobre 2020.

En matière de formation initiale, il a notamment en charge :

- La mise en œuvre de la mission pédagogique de l'École
- La présidence du conseil pédagogique
- La définition des orientations et objectifs pédagogiques du programme pédagogique (qui sont validés par le conseil d'administration de l'École)
- La détermination, en fin de scolarité, de l'avis de l'École auprès du jury de l'examen d'aptitude et de classement

B. LE DIRECTEUR ADJOINT CHARGÉ DU RECRUTEMENT, DE LA FORMATION INITIALE ET DE LA RECHERCHE



M. Samuel LAINÉ

Magistrat issu de la promotion 1995, il a été nommé en 1997 substitut à Lille, juge d'instruction à Douai en 2000 puis substitut à Pointe à Pitre en 2002. Il sera ensuite nommé à l'administration centrale du ministère de la justice en 2004. De retour en juridiction, il fut successivement premier vice-président à Quimper en 2010, vice-président chargé du tribunal d'instance de Bordeaux en 2015 puis mis à disposition auprès de l'administration centrale du ministère de la justice Cabinet du Garde des Sceaux (Conseiller services judiciaires et réformes statutaires) en 2016. Il fut ensuite nommé premier vice-président adjoint à Bordeaux en 2017 avant d'être détaché auprès de l'Ecole nationale de la magistrature, le 1er décembre 2020, dans les fonctions de directeur adjoint chargé des recrutements, de la formation initiale et de la recherche.

En matière de formation initiale, elle a notamment en charge :

- La conception et l'élaboration du programme pédagogique des auditeurs de justice, des stagiaires et des candidats à l'intégration directe,
- L'évaluation de la pédagogie dispensée en formation initiale (en lien avec le conseil pédagogique)
- La coordination des sous-directions des recrutements et de la validation des compétences, des études, des stages et du département de la recherche et de la documentation
- L'élaboration du recueil statistique annuel de la direction
- Les relations avec les délégués de promotion



Mme Marie BOUGNOUX, chargée de mission en charge des publics en reconversion professionnelle

Magistrate issue de la promotion 2007, elle fut nommée juge au tribunal de grande instance de Carcassonne en 2009 puis juge au tribunal d'instance de Toulouse en 2014. Elle rejoint l'Ecole en mai 2017 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « civiles » avant de prendre ses fonctions de chargée de mission en charge des publics en reconversion professionnelle au sein de l'Ecole en septembre 2020.

Aux côtés du directeur adjoint, elle assure le suivi pédagogique des publics en reconversion professionnelle, hors auditeurs de justice. Outre diverses missions transversales qui lui sont confiées au soutien des sous-directions, elle participe à :

- La conception et l'élaboration des programmes pédagogiques
- La conception des objectifs pédagogiques et des différents documents se rapportant aux stages
- Le suivi des stagiaires durant leur formation
- L'élaboration des avis du directeur de l'ENM sur l'aptitude des stagiaires

C. LA SOUS-DIRECTION DES RECRUTEMENTS ET DE LA VALIDATION DES COMPÉTENCES



Mme Emilie BODDINGTON, sous-directrice des recrutements et de la validation des compétences

Magistrate issue de la promotion 2005, elle sera nommée juge d'instruction à Auch en 2007 puis juge au tribunal de grande instance de Bordeaux en 2014. Elle rejoint l'École, en décembre 2019, en qualité de chargée de mission auprès du département de la recherche et de la documentation avant de prendre ses fonctions de sous-directrice des recrutements et de la validation des compétences au sein de l'École en novembre 2021.



M. Pierre RICHEFORT, attaché principal d'administration de l'Etat, chef du service

Attaché principal d'administration depuis le 1er juin 2019, Pierre Richefort exerçait auparavant la fonction de directeur principal des services de greffe judiciaires. Il a occupé les fonctions de greffier en chef, adjoint au directeur de greffe, au tribunal de grande instance d'Angoulême de 2007 à 2009. De 2009 à 2012, il a exercé les fonctions de responsable adjoint de la gestion des ressources humaines au SARJ de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. En 2012, il a rejoint l'ENM pour occuper les fonctions de chef du service des recrutements et de la validation des compétences

Cette sous-direction a en charge, dans le cadre de la formation initiale :

- Le jury de l'examen de classement : composition / formation / gestion administrative
- La formation des évaluateurs
- La représentation de l'ENM devant la commission d'avancement et le jury de l'examen d'aptitude et de classement
- L'évaluation des stages probatoires (auditeurs de justice, candidats à l'intégration directe, concours complémentaires)
- L'élaboration des grilles d'évaluation (en lien avec les sous-directions des études et des stages)
- L'élaboration des statistiques de la sous-direction

Cette sous-direction s'appuie sur les coordonnateurs régionaux de formation qui sont magistrats détachés à l'École pour une durée déterminée (trois années renouvelables une fois). Ils sont délocalisés dans douze régions judiciaires comprenant plusieurs cours d'appels et localisés dans l'une d'elles. Ils participent à l'évaluation de la période du stage juridictionnel des stagiaires. Les coordonnateurs régionaux de formation sont secondés par des magistrats évaluateurs adjoints à raison d'une des 3 évaluations sur site concernant les auditeurs(trices) de justice.

D. LA SOUS-DIRECTION DES ETUDES



Mme Sonia DESAGES, sous-directrice des études

Magistrate issue de la promotion 1998, elle a été successivement juge chargée du tribunal d'instance à Mende en 2000, puis à Carcassonne en 2003, juge à Béziers en 2010 avant de rejoindre l'Ecole le 1er septembre 2015 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « instance / grande instance ». Elle occupe les fonctions de sous-directrice des études depuis le 1er septembre 2021.



Mme Céline MUGERLI, coordonnatrice de formation et adjointe à la sous-directrice des études

Directeur des services de greffe de la promotion 2000, Céline MUGERLI a successivement occupé les fonctions de Directeur de greffe du tribunal de grande instance de TULLE en 2001 et d'ANGOULEME en 2008 puis celles de responsable de gestion des ressources humaines au service administratif interrégional de la Cour d'Appel de BORDEAUX en 2014 avant de rejoindre l'école en septembre 2019.



Mme Isabelle TRARIEUX, attachée principale d'administration de l'Etat, cheffe du service

Attachée principale d'administration de l'Etat, Isabelle Trarieux a occupé les fonctions de chef de service à la Direction de l'organisation scolaire à l'Inspection académique de Lille de 1999 à 2005. En 2005, elle rejoint l'Unité de Formation et de Recherche (UFR) Lettres, Langues et Sciences Humaines de l'Université de Pau, au sein de laquelle elle a exercé les fonctions de Responsable Administrative et Financière jusqu'en 2013. En 2013, elle devient chargée du contrôle de légalité et du contrôle budgétaire de l'Université de Bordeaux et de la COMUE (Communauté des établissements et des Universités d'Aquitaine) au sein de la Direction de l'enseignement supérieur du Rectorat de Bordeaux. Elle rejoint l'ENM en juillet 2015 pour occuper les fonctions de chef du service des Etudes. »

Cette sous-direction a en charge :

- La gestion de la vie scolaire
- L'élaboration et la gestion des plannings des activités pédagogiques
- La gestion des groupes
- La gestion centralisée des salles de l'ENM Bordeaux
- La gestion des vacances et des frais d'enseignement
- La coordination des moyens en lien avec les services du secrétariat général
- L'information des publics formés (auditeurs de justice, stagiaires du concours complémentaire, candidats à l'intégration directe, magistrats en reconversion)
- Le suivi de l'accueil des élèves avocats
- La conception et mise en œuvre des séquences de formation initiale (auditeurs de justice, stagiaires du concours complémentaire, candidats à l'intégration directe) aux sept fonctions de base
- La gestion de l'arborescence informatique des pôles de formation
- La formation de formateurs en lien avec la formation continue (interne : coordonnateurs de formation, enseignants associés - externe : au bénéfice du département international)
- L'élaboration des fascicules pédagogiques
- L'élaboration ou la recherche de supports pédagogiques
- La coordination pédagogique des pôles de formation
- La recherche d'intervenants / la tenue de la base de données des intervenants
- L'accueil des intervenants
- Le suivi du livret pédagogique des auditeurs
- Le suivi et l'accompagnement des auditeurs durant la période d'études
- L'élaboration des statistiques de la sous-direction
- Les relations avec les délégués de groupes

La sous-direction des études s'appuie sur un corps enseignant en formation initiale qui est composé :

DE COORDONNATEURS DE FORMATION : ils sont détachés à l'École ou sous contrat pour une durée déterminée (trois années renouvelables une fois). Ils constituent le cadre enseignant permanent de l'École. Ils sont affectés à l'un des huit pôles de formation :

Processus de décision et de formalisation de la Justice civile



ANIMATRICE DU POLE

Mme Myriam SAUNIER

Magistrate issue de la promotion 2002, elle fut juge de l'application des peines à Chalon-sur-Saône en 2004 avant d'être nommée à Auch dans les fonctions de juge au tribunal d'instance en 2007 puis de juge en 2009 dans la même ville. Elle rejoint l'École en janvier 2019 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « civiles ».



Mme Aurélie BAIL

Magistrate issue de la promotion 2007, elle fut juge de l'application des peines à Alençon en 2009 avant d'être nommée à Bordeaux dans les fonctions de juge chargée du tribunal d'instance en 2016 puis de juge des contentieux de la protection dans la même ville en 2020. Elle rejoint l'École en septembre 2020 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « civiles ».



Mme Sandra BAREL

Magistrate issue de la promotion 1999, elle occupa les postes de substitute à Dax en 2001, juge chargée de la section détachée de Nuku-Hiva rattachée au TPI de Papeete en 2004, substitute à Bordeaux en 2006 puis successivement celui de vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants à Saintes en 2010 puis à Libourne en 2014 avant de rejoindre l'École en septembre 2019 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « juge des enfants ».



Mme Perrine CARDINAEL

Magistrate issue de la promotion 2007, elle a occupé les fonctions de juge au tribunal de grande instance de Châteauroux en 2009 puis celles de vice-présidente au tribunal de grande instance de Périgueux en 2017 avant de rejoindre l'École en janvier 2020 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « civiles ».



Mme Anne-Sophie JARNEVIC

Magistrate issue de la promotion 2003, elle occupa les postes de juge d'instruction à Chartres en 2005, de MACJ en 2011, de vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants à Chartres en 2013 puis à Bordeaux en 2017 avant de rejoindre l'École en septembre 2021 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « juge des enfants ».



M. Charles JEAUGEY

Magistrat issu de la promotion 2005, il fut successivement juge au tribunal d'instance de Saint Amand Montrond en 2007 puis de Montbard en 2011. Il sera ensuite nommé vice-président en charge du service du tribunal d'instance de Lons-le-Saunier en 2015 avant de rejoindre l'Ecole en novembre 2017 en tant que coordonnateur de formation pour les fonctions « instance ».



Mme Isabelle LAFOND-MELEUC

Magistrate issue de la promotion 2001, elle exerça les fonctions de juge au tribunal d'instance de Rocroi en 2003, puis de juge au tribunal d'instance de Chartres en 2006 et celle de juge au tribunal de grande instance d'Angoulême en 2011, elle rejoint l'Ecole en août 2016 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « grande instance ».



Mme Emmanuelle LAJUS-THIZON

Magistrate issue de la promotion 2010, elle a été nommée juge des enfants à Cherbourg en 2012 puis à Bordeaux en 2017 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2020 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « juge des enfants ».



Mme Célia RENOTON

Magistrate issue de la promotion 2006, elle fut successivement juge d'instruction à Rochefort en 2008, juge de l'application des peines à Angoulême en 2010, juge chargée du service du tribunal d'instance de Bordeaux en 2014, vice-présidente chargée du service du tribunal d'instance d'Angoulême en 2017 et vice-présidente chargée des fonctions de juge des contentieux de la protection à Angoulême en 2020 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2021 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « juge des contentieux et de la protection ».



M. David VITEAU

Magistrat issu de la promotion 2010, il a successivement occupé les fonctions de juge au tribunal d'instance de Sedan en 2012, de substitut à Mont de Marsan en 2014, de juge au tribunal d'instance de Bordeaux en 2016 puis de juge des contentieux de la protection dans la même ville en 2020. Il rejoint l'Ecole en septembre 2020 en tant que coordonnateur de formation pour les fonctions « civiles ».

ANIMATRICE DU POLE



Mme Laure MOISSET

Magistrate issue de la promotion 2002, elle a été successivement nommée substitue du procureur de la République au tribunal de grande instance de Châteauroux, en 2004 ; puis au Mans en 2008. Nommée vice procureure de la République au tribunal de grande instance d'Orléans en 2012, elle rejoint l'Ecole en mai 2017 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « parquet ».



Mme Sandra BAREL

(CV voir plus haut)



Mme Mathilde LACROIX

Magistrate issue de la promotion 2006, elle a été successivement juge d'instruction à Avesnes-sur-Helpe en 2008 puis à Valenciennes en 2012. Elle sera ensuite nommée vice-présidente chargée de l'instruction à Douai en 2016 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2019 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « instruction ».



Mme Elodie LEFEVRE

Magistrate issue de la promotion 2008, elle a été nommée juge de l'application des peines à Cherbourg en 2010, à Caen en 2014 puis vice-présidente chargée de l'application des peines à Evreux en 2019 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2021 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « juge de l'application des peines ».



Mme Alexandra MOREAU

Magistrate issue de la promotion 2011, elle a été successivement juge placée à Douai en 2013 puis juge d'instruction à Lille en 2015 avant de rejoindre l'Ecole en janvier 2021 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « siège pénal ».



Mme Alexandra MOREAU

Magistrate issue de la promotion 2005, elle fut successivement nommée substitut à Mamoudzou en 2007 puis à Libourne en 2010. Nommée vice-procureure de la République en 2019, elle rejoint l'Ecole en novembre 2021 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « parquet ».



M. Ancelin NOUAÏLE

Magistrat issu de la promotion 2008, il occupa les postes de juge des enfants à Evreux en 2010 puis de juge de l'application des peines à Libourne en 2014 avant de rejoindre l'Ecole en décembre 2018 en tant que coordonnateur de formation pour les fonctions « siège pénal ».



Mme Stéphanie PAGUENAUD

Magistrate issue de la promotion 2001, elle fut successivement juge d'instruction au tribunal de Châlons en Champagne en 2003, substitue à Agen en 2006, vice-procureure de la république au tribunal de grande instance de Pau en 2011 puis de Libourne en 2014 ; elle rejoint l'Ecole en février 2017 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « parquet ».



Mme Joan PINET-RYCKEBUSCH

Magistrate issue de la promotion 2009, elle fut successivement juge de l'application des peines à Verdun en 2011, à Angoulême en 2014 puis à Bordeaux en 2017 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2020 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « application des peines ».



M. Hugo RIALLAND

Magistrat issu de la promotion 2002, successivement nommé juge de l'application des peines à Alençon en 2004 puis à Argentant en 2009. Il sera ensuite nommé vice-président de l'application des peines en 2012 à Alençon avant d'être placé, sur sa demande, en position de disponibilité depuis le 1er janvier 2020. Il rejoint l'Ecole en septembre 2020 en tant que coordonnateur de formation pour les fonctions « siège pénal ».



Mme Julie ROUILLARD

Magistrate issue de la promotion 2005, elle fut successivement substitue au tribunal de grande instance de Créteil en 2007 puis de Nice en 2011 avant d'être nommée, dans la même ville, en 2015 dans les fonctions de vice-procureur. Elle sera ensuite nommée vice-présidente chargée de l'instruction à Grasse en 2017 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2020 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « instruction ».



M. Martin VIVER-DARVIOT

Magistrat issu de la promotion 2007, il a occupé les fonctions de substitut placé à Poitiers en 2009, puis successivement celles de substitut à Angoulême en 2012 et à Bordeaux en 2014 avant de rejoindre l'Ecole en janvier 2019 en tant que coordonnateur de formation pour les fonctions « parquet ».

Humanités judiciaires



CO-ANIMATEUR DU POLE

M. Charles JEAUGEY
(CV voir plus haut)



CO-ANIMATEUR DU POLE

M. David VITEAU
(CV voir plus haut)

Communication judiciaire



CO-ANIMATRICE DU POLE

Mme Sandra BAREL
(CV voir plus haut)



CO-ANIMATEUR DU POLE

M. Ancelin NOUAILLE
(CV voir plus haut)

Administration de la justice



ANIMATRICE DU POLE

Mme Céline MUGERLI
(CV voir plus haut)

Dimension internationale de la justice



ANIMATRICE DU POLE

Mme Lydie REISS

Magistrate issue de la promotion 2006, elle occupa les postes de juge d'instruction à Amiens en 2008, de MACJ en 2011, de juge à Paris en 2013 puis de vice-présidente chargée du tribunal d'instance de Bobigny en 2016 avant de rejoindre l'École en janvier 2019 en tant que coordonnatrice de formation, animatrice du pôle dimension internationale de la justice.



Mme Amanda GEDGE WALLACE

Licenciée ès-lettres, diplôme de traduction en 1991, agrégée membre de l'institut de linguistes de Londres en 1994, elle a été successivement professeure d'anglais à Cetradel (Gironde), professeure d'anglais à l'institut Bernom à Bordeaux, puis au Centre d'étude des langues à Bordeaux, à l'université Michel de Montaigne à Bordeaux, avant de rejoindre l'École en 1998.

Environnement judiciaire



CO-ANIMATRICE DU POLE

Mme Mathilde LACROIX

(CV voir plus haut)



CO-ANIMATRICE DU POLE

Mme Emmanuelle LAJUS-THIZON

(CV voir plus haut)

Pôle économique, social et environnemental



CO-ANIMATRICE DU POLE

Mme Julie ROUILLARD

(CV voir plus haut)



CO-ANIMATEUR DU POLE

M. Martin VIVER-DARVIOT

(CV voir plus haut)

La sous-direction des études se compose également :

D'ENSEIGNANTS ASSOCIÉS : pour la plupart magistrats, ils interviennent régulièrement à l'École tout en conservant leur activité principale. Ils sont recrutés pour une année renouvelable et sont affectés à l'un des huit pôles de formation.

D'INTERVENANTS OCCASIONNELS : professionnels reconnus dans leur domaine de compétence, ils interviennent ponctuellement à l'École pour animer des conférences ou des ateliers.

Chaque pôle de formation est organisé de la façon suivante :

UN DOYEN DES ENSEIGNEMENTS, commun à la formation initiale et à la formation continue, ayant le statut d'enseignant associé : il élabore, après avis des enseignants du pôle, les orientations et les modalités de la mise en œuvre des objectifs pédagogiques qui ont été définies par la directrice après avis conforme du conseil d'administration. Il contribue aux enseignements et à l'élaboration des activités pédagogiques (article 40-1 du décret n° 72-355 du 4 mai 1972).

<u>LES DOYENS.NES DES ENSEIGNEMENTS</u>
Processus de décision et de formalisation de la Justice civile
<ul style="list-style-type: none">• Mme Natalie FRICERO <i>Professeur des Universités</i>
Processus de décision et de formalisation de la Justice pénale
<ul style="list-style-type: none">• Mme Laure BECCUAU <i>Procureure de la République près le tribunal de grande instance de Créteil</i>
Humanités judiciaires
<ul style="list-style-type: none">• Mme Martine DE BOISDEFFRE <i>Présidente de la section du rapport et des études au Conseil d'Etat</i>
Communication judiciaire
<ul style="list-style-type: none">• M. Jacques DALLEST <i>Procureur général près la Cour d'appel de Grenoble</i>
Administration de la justice
<ul style="list-style-type: none">• Mme Dominique LOTTIN <i>Membre du Conseil constitutionnel</i>
Dimension internationale de la justice
<ul style="list-style-type: none">• M. André POTOCKI <i>Juge à la Cour européenne des droits de l'Homme</i>
Environnement judiciaire
<ul style="list-style-type: none">• En cours de remplacement
Pôle économique, social et environnemental
<ul style="list-style-type: none">• Mme Stéphanie FOUGOU <i>Ancienne présidente de l'Association Française des juristes d'entreprise</i>

UN ANIMATEUR DU PÔLE en formation initiale ayant le statut de coordonnateur de formation : il anime l'activité (organisation des réunions, rédaction des fiches pédagogiques et des fiches action, lien avec la sous-directrice des études et le doyen des enseignements...) et assure la cohérence pédagogique du pôle. Il contribue aux enseignements.

<u>LES ANIMATEURS.RICES DES HUIT POLES EN FORMATION INITIALE</u>	
Processus de décision et de formalisation de la Justice civile	
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Myriam SAUNIER</i> 	
Processus de décision et de formalisation de la Justice pénale	
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Laure MOISSET</i> 	
Humanités judiciaires	
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Charles JEAUGEY et</i> • <i>David VITEAU</i> 	
Communication judiciaire	
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Sandra BAREL et</i> • <i>Ancelin NOUAILLE</i> 	
Administration de la justice	
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Céline MUGERLI</i> 	
Dimension internationale de la justice	
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Lydie REISS</i> 	
Environnement judiciaire	
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Mathilde LACROIX et</i> • <i>Emmanuelle LAJUS-THIZON</i> 	
Pôle économique, social et environnemental	
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Julie ROUILLARD et</i> • <i>Martin VIVER-DARVIOT</i> 	

DES ASSISTANTS DE JUSTICE affectés sur les pôles de formation où ils exercent des missions d'assistants pédagogiques : recherche de jurisprudence, rédaction de projets de fascicules pédagogiques et de publications thématiques.

Les membres du corps enseignant de l'École sont affectés dans les différents pôles par la directrice de l'École. Ils peuvent exercer leur activité au sein d'un ou de plusieurs pôles de formation.

E. LA SOUS-DIRECTION DES STAGES



Mme Sandra DESJARDIN, sous-directrice des stages

Magistrate issue de la promotion 2006, elle a été nommée juge de l'application des peines à Cahors en 2008. Magistrate à l'administration centrale du ministère de la justice en 2011, elle rejoindra Bordeaux en tant que substitute en 2014. En juillet 2017 elle est détachée à l'École en qualité de chargée de mission auprès de la direction chargée du recrutement, de la formation initiale et de la recherche, avant de prendre ses fonctions de sous-directrice des stages en septembre 2020.



Mme Sandra ROUX, attachée principale d'administration de l'Etat, cheffe du service

Responsable administrative et financière des formations puis coordinatrice de projets européens à l'INSEP de 2008 à 2014, Mme ROUX a ensuite rejoint l'ENM Paris jusqu'en 2018 en tant que chargée de mission coopération internationale, avant d'intégrer le site bordelais au poste de cheffe du service des stages.

Cette sous-direction a en charge :

- L'élaboration des orientations pédagogiques des stages
- L'élaboration des fiches pédagogiques concernant les stages
- La recherche des lieux de stages (en France et à l'étranger)
- L'affectation des stagiaires
- L'évaluation des lieux de stage
- La formation des formateurs (magistrats maîtres de stage, directeurs de centre de stage, coordonnateurs régionaux de formation)
- La gestion administrative et l'animation du réseau des coordonnateurs régionaux de formation, des magistrats évaluateurs adjoints et des directeurs de centres de stages
- Les relations avec les juridictions
- Les relations avec les délégués de régions
- Le suivi du livret pédagogique des auditeurs (durant les périodes de stage)
- Le suivi et l'accompagnement des auditeurs de justice, des stagiaires issus des concours complémentaires et des candidats à l'intégration directe durant leurs périodes de stages
- L'élaboration des statistiques de la sous-direction

Elle s'appuie sur le réseau des correspondants de l'École que sont les coordonnateurs régionaux de formation (magistrats détachés à l'ENM) et les directeurs de centre de stage (magistrats qui, tout en conservant leur activité principale, organisent les stages en juridiction des stagiaires et des publics adressés par l'ENM).

LES COORDONNATEURS REGIONAUX DE FORMATION (CRF)

Mme Catherine BOISARD



Magistrate issue de la promotion 2012, elle occupa les postes de juge au tribunal de grande instance d'Evreux chargée du service du tribunal d'instance de Bernay en 2014 puis juge à Dieppe en 2018 avant de rejoindre l'Ecole en janvier 2021 en tant que CRF.

CRF CA d'Amiens, Rouen et Reims
catherine.boisard@justice.fr – 06.11.79.31.46

Mme Marlène BONASTRE



Magistrate issue de la promotion 2007, elle occupa les postes de juge à Point-à-Pitre en 2009, de juge d'instruction à Nantes en 2013 puis de vice-procureure à Toulon en 2015 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2020 en tant que CRF.

CRF CA de Poitiers, Orléans et Bourges
marlene.bonastre@justice.fr – 07.78.63.48.96

Mme Delphine DEGROOTE



Magistrate issue de la promotion 2005, nommée juge à Béthune en 2007 puis successivement juge chargée du service du tribunal d'instance de Lens en 2010 puis de Lille en 2012. Elle sera ensuite nommée vice-présidente chargée du service du tribunal d'instance de Lens en 2015 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2019 en tant que CRF.

CRF CA de Douai
delphine.degroote@justice.fr – 06.84.07.34.24

Mme Anne DUBOST



Magistrate issue de la promotion 2004, elle sera nommée juge au tribunal de grande instance de Nevers chargée du service du tribunal d'instance de Cosne-sur-Loire en 2006, juge chargée du tribunal d'instance de Nevers en 2009 avant de rejoindre le parquet de Bourges en 2012 comme substitut puis en tant que vice-procureur de la République au Mans en 2014. Elle occupa ensuite les fonctions de vice-présidente chargée des fonctions de juge des libertés et de la détention en 2018 à Alençon avant de rejoindre l'Ecole en Mars 2021 en tant que CRF.

CRF de Versailles et Caen
anne.dubost@justice.fr – 06.70.60.57.78

Mme Nathalie JALLUT



Magistrate issue de la promotion 2006, elle a été successivement substituée à Fort de France en 2008, juge des enfants à Montpellier en 2012 puis nommée vice-présidente chargée du tribunal d'instance d'Evry en 2015 avant de rejoindre l'Ecole en novembre 2019 en tant que CRF.

CRF CA de Paris
nathalie.jallut@justice.fr – 06.13.89.31.27

M. François LAVALLIERE



Magistrat issu de la promotion 2002, il occupa successivement le poste de substitut à Saint-Etienne en 2004 et à Caen en 2006. Il sera ensuite nommé juge de l'application des peines à Coutances en 2009, vice-président placé à Caen en 2011 puis successivement vice-président à Argentan en 2013 et à Rennes en 2015 avant de rejoindre l'Ecole en novembre 2020 en tant que CRF.

CRF CA d'Angers et de Rennes
francois.lavalliere@justice.fr – 06.84.21.00.52

Mme Véronique LEGER



Magistrate issue de la promotion 2001, elle occupa les postes de substitue à Privas en 2003, de juge à Carpentras en 2007, de vice-procureure de la République à Avignon en 2012 puis de vice-présidente à Carpentras en 2014 avant de rejoindre l'Ecole en septembre 2021 en tant que CRF.
CRF CA de Grenoble, Chambéry et Nîmes
veronique.leger@justice.fr – 06.03.22.47.50

M. Mohamed MAHOUACHI



Magistrat issu de la promotion 2004, il a été successivement juge placé à Orléans en 2006 et à Aix-en-Provence en 2009. Il sera ensuite nommé juge à Marseille en 2011 puis vice-président en 2015 à Toulon avant de rejoindre l'Ecole en tant que CRF en septembre 2018.
CRF CA d'Aix-en-Provence et Bastia
mohamed.mahouachi@justice.fr – 06.84.21.03.98

Mme Corinne MIOT



Magistrate issue de la promotion 2003 du concours complémentaire, elle a été nommée juge d'instruction à Béthune en 2004, puis juge d'instance chargée du tribunal d'instance de Ribérac en 2006 et juge d'instance à Périgueux en 2009 avant de rejoindre l'Ecole en août 2012 en tant que coordonnatrice de formation pour les fonctions « instance ». En septembre 2017, elle intègre l'équipe des CRF.
CRF CA de Bordeaux, Pau et Limoges
corinne.miot@justice.fr – 06.84.08.87.69

Mme Magali NORGUET



Magistrate issue de la promotion 2003 elle sera successivement nommée substitue à Alençon en 2005, puis à Cahors en 2008 et à Tours en 2012. Substitue générale à Cayenne en 2015 elle sera également chargée du secrétariat général. Elle rejoint l'Ecole le 1er mars 2018 en tant que CRF.
CRF CA de Montpellier, Toulouse et Agen
Magali.norguet@justice.fr – 06.62.83.62.61

M. Jérôme PAUZAT



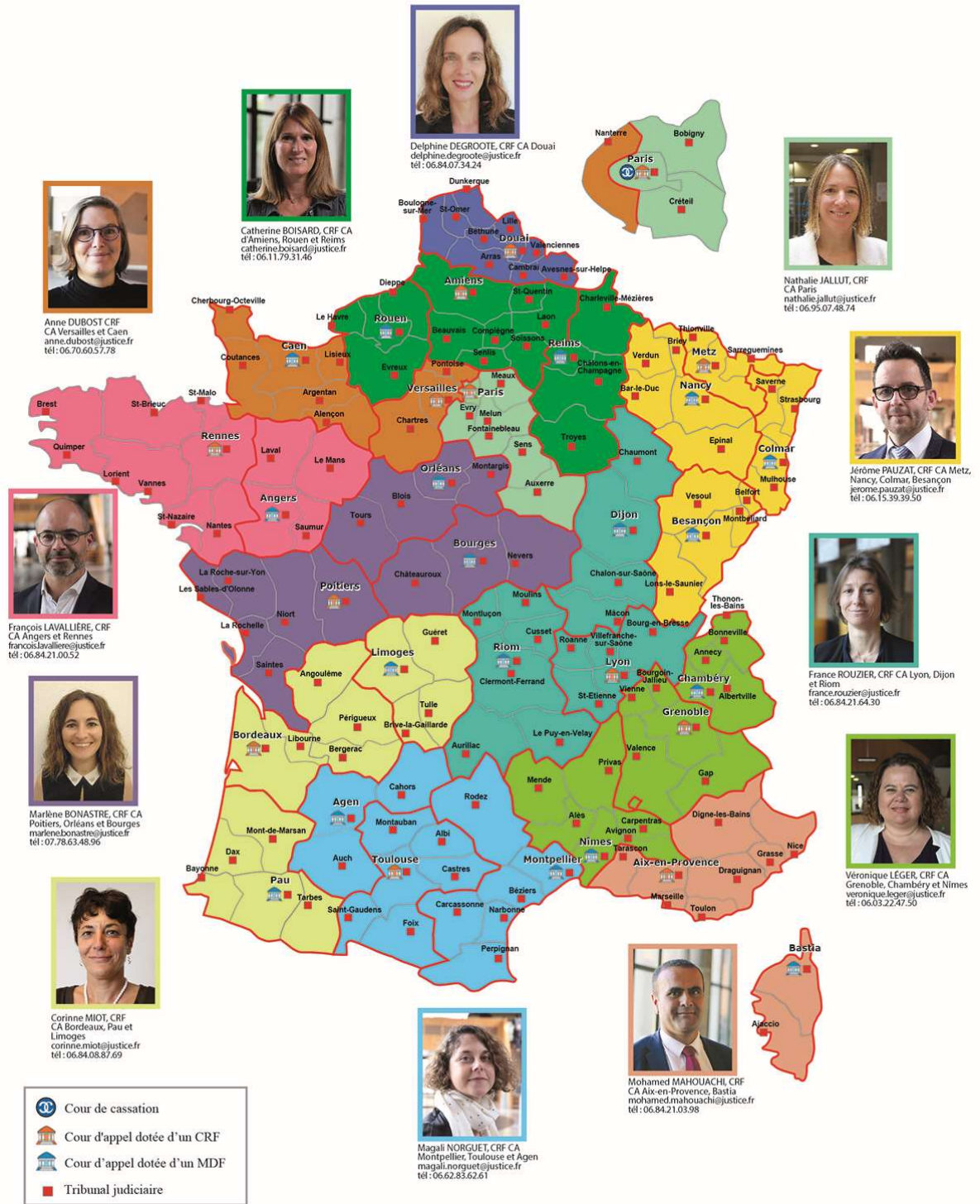
Magistrat issu de la promotion 2002, il fut successivement juge de l'application des peines à Bar-le-Duc en 2004, puis à Nancy en 2009. En 2013, il occupera les fonctions de vice-procureur de la République à Epinal. Il rejoint l'Ecole en tant que CRF le 15 février 2018.
CRF CA de Metz, Nancy, Colmar et Besançon
Jerome.pauzat@justice.fr – 06.85.29.67.28

Mme France ROUZIER



Magistrate issue de la promotion 2003, elle sera nommée juge d'instruction à Mulhouse en 2005, juge chargée du tribunal d'instance de Chaumont en 2009, puis nommée à Belfort en 2011 dans les fonctions de juge d'instruction puis de vice-présidente en 2013 avant de rejoindre le parquet de Villefranche-sur-Saône en 2015 comme vice-procureure. Nommée en suivant vice-présidente à Macon en 2017, elle rejoint l'Ecole en février 2020 en tant que CRF.
CRF CA de Lyon, Dijon et Riom
france.rouzier@justice.fr – 06.84.21.64.30

Les 12 ressorts des coordonnateurs régionaux de formation (1^{er} septembre 2021)



F. LE DEPARTEMENT DE LA RECHERCHE ET DE LA DOCUMENTATION



Mme Isabelle MONTEILS, sous-directrice, cheffe du Département

Magistrate issue de la promotion 1990, son premier poste fut celui de juge de l'application des peines au tribunal de grande instance de Rouen en 1992. Après une période de mise en disponibilité, elle occupera le poste de juge d'instruction à Rochefort en 2001. En 2003, elle est mise à disposition auprès du ministère de l'écologie et du développement durable en qualité de chargée de mission. De retour en juridiction en 2014 en tant que vice-présidente du tribunal de grande instance de Rouen, elle prendra une disponibilité à compter d'octobre 2014 avant de rejoindre l'Ecole en janvier 2017.



chargé(e) de mission (**En cours de remplacement**)



Mme Guillemette HYBOIS, cheffe de service

Chargée d'étude documentaire et archiviste, elle occupa la fonction de documentaliste de 1992 à 1996 au Comité national olympique et sportif français et en 1997 à la direction technique de Suez. Le premier semestre 1998 elle travailla au ministère de la défense où elle occupa le poste de cheffe de bureau veille et recherches documentaires et cheffe de projets en informatique documentaire. D'août 2008 à septembre 2011 elle travaille au Conseil d'Etat en tant que cheffe de bureau bibliothèque. D'octobre 2011 à octobre 2014 elle occupera le poste de responsable du pôle info-doc pour l'INSEP. Depuis le 1er octobre 2014 elle est responsable du centre de ressources documentaires à l'Ecole nationale d'art contemporain à Nice. En octobre 2016, elle a rejoint l'ENM.

Ce département a en charge :

- Développement d'une politique de diffusion sur tous supports de la documentation destinée aux auditeurs de justice, stagiaires, aux magistrats de juridiction et aux professionnels du droit
- Élaboration des produits documentaires (veille juridique, panorama de presse, bibliographies)
- Élaboration des statistiques du département
- Élaboration du budget et suivi budgétaire du département
- Élaboration et diffusion sur intranet de la revue Justice Actualité, revue numérique semestrielle sur les pratiques juridictionnelles,
- Elaboration et diffusion sur l'intranet de la revue numérique semestrielle Revue Justice Actualité RJA, sur les pratiques professionnelles
- Élaboration et suivi de la politique d'archivage de l'Enm
- Étude de dossiers ayant abouti à un engagement de la responsabilité de l'Etat pour fonctionnement défectueux du service de la justice ou à une indemnisation prononcée sur la base de l'article 149-3 du code de procédure pénale. Les études, qui ne peuvent avoir qu'une finalité pédagogique, ne peuvent porter que sur des dossiers ne faisant l'objet d'aucune procédure en cours quelle qu'en soit la nature
- Etudes ou recherches sur :
 - l'histoire de la justice, des personnels de justice et des pratiques judiciaires
 - les pratiques judiciaires nationales, étrangères ou comparées
 - l'application de la règle de droit
- Gestion des bibliothèques et du fonds documentaire
- Gestion du Grand Prix de l'ENM et du Prix de la Recherche de l'ENM
- Liens institutionnels avec les universités et les partenaires de la recherche
- Participation au comité de rédaction et gestion administrative et budgétaire de la revue « Les Cahiers de la justice »
- Préparation des marchés publics du département
- Recueil de la mémoire pédagogique de l'École: recueil des conférences et des documents pédagogiques développés dans le cadre de la formation initiale et de la formation continue
- Recueil des bonnes pratiques et des dossiers judiciaires pouvant présenter un intérêt pédagogique ou historique
- Représentation au GIP Justice
- Secrétariat du conseil scientifique

IV- LE CALENDRIER DE LA FORMATION

ETUDES

Du 03/01 au 30/01/2022 : période d'études à bordeaux

- Congés annuels du 31/01 au matin au 06/02/2022 au soir

STAGE PROBATOIRE

Du 07/02 au 05/06/2022 soir : stage probatoire

- Congés annuels du 06/06 au matin au 17/06/2022 au soir

EPREUVES ORALES, RESULTATS & CHOIX DES POSTES

Du 20 au 23/06/2022 : épreuve orale avec le jury

23/06/2022 : délibération du jury et publication des résultats

Du 27/06 au 30/06/2022 : choix des postes

01/07/2022 : signature des postes

- Congés annuels : 04/07 au matin au 05/07/2022 au soir

STAGE COMPLEMENTAIRE

STAGE COMPLEMENTAIRE POUR TOUS LES STAGIAIRES

06/07 au 07/08/2022 : stage complémentaire

- Congés annuels du 08/08 au matin au 14/08/2022 au soir

STAGE COMPLEMENTAIRE 2 MOIS

15/08 au 04/09/2022 : stage complémentaire

- Congés d'installation du 05/09 au matin au 11/09/2022 au soir

12/09/2022 : installation

STAGE COMPLEMENTAIRE 4 MOIS (suite à modification du décret de 2001)

15/08 au 06/11/2022 : stage complémentaire

- Congés d'installation du 07/11 au matin au 13/11/2022 au soir

14/11/2022 : installation

NB : ces dates sont susceptibles de modification en raison des impératifs de l'Ecole, des centres de stage et du jury

V- LA PERIODE D'ETUDE BORDELAISE

Le temps de scolarité à l'ENM dure 4 semaines et vise à préparer les stagiaires à leur départ en stage juridictionnel.

A. CONTENU

Au cours de cette formation, les stagiaires bénéficient d'**enseignements pluridisciplinaires** au cours desquels sont abordés :

- le statut du magistrat, le sens du serment, les lieux de justice, l'histoire de la magistrature, l'éthique et la déontologie ;
- les fonctions du parquet : les acteurs et les sujets de la procédure, la compétence, les cadres et pouvoirs d'enquête, la direction d'enquête, la qualification des infractions, les réponses pénales, le traitement en temps réel, la méthodologie du réquisitoire définitif, les réquisitions à l'audience et l'exécution des peines ;
- les fonctions non spécialisées de la juridiction civile de première instance : la procédure devant cette juridiction, la méthodologie du jugement civil, la mise en état, la procédure orale, les affaires familiales (les procédures de divorce, l'autorité parentale et les tutelles mineurs) et la réparation du préjudice corporel ;
- les fonctions non spécialisées de la juridiction pénale de première instance et, notamment, l'audience pénale (préparation, tenue, délibéré et rédaction du jugement) ;
- Les stagiaires bénéficient également d'une brève présentation des fonctions spécialisées (juge des enfants, juge d'instruction, juge de l'application des peines, juge des libertés et de la détention).
- l'approche par compétences du métier de magistrat : réflexion autour du référentiel de compétences du magistrat débutant, élaboré par les différents acteurs de la formation initiale à l'ENM, et mise en perspective avec les compétences déjà acquises par les stagiaires eu égard à leur expérience professionnelle.

B. MÉTHODES PÉDAGOGIQUES

Conformément à l'objectif pédagogique défini qui tend à s'appuyer sur les capacités professionnelles acquises antérieurement à l'entrée en formation, l'ENM développe pour ces publics en reconversion professionnelle de nouveaux outils et supports de formation basés sur une pédagogie différenciée. A cet égard, une auto-évaluation préalable peut être proposée afin de mieux cerner les besoins de formation de chacun des stagiaires.

En amont de leur scolarité, les stagiaires ont accès à des **parcours de formation en ligne dédiés à l'audience correctionnelle et au procès civil** qui leur permettent de préparer leur arrivée à l'ENM Bordeaux puis qui servent d'outils pédagogiques tout au long de leur formation.

L'**ensemble de la documentation de l'ENM** mise en ligne sur le site intranet est également mis à leur disposition.

En plus de ces outils dématérialisés, plusieurs méthodes et formats pédagogiques sont utilisés, à savoir :

- **Les conférences** : destinées à actualiser les connaissances juridiques ou à transmettre une expérience professionnelle particulière, ces séquences s'adressent à l'ensemble de la promotion.
- **Les enseignements en groupes restreints** : animées par des formateurs permanents de l'École ou par des magistrats de juridiction intervenant ponctuellement, ces séquences permettent de travailler l'ensemble des enseignements. Préparées, le plus souvent, par la lecture préalable d'un dossier documentaire ou d'un fascicule pédagogique, elles s'articulent autour de l'étude de cas concrets ou de dossiers réels. Cette approche pratique, ainsi que la taille restreinte du groupe, favorisent une interaction importante entre le formateur et les stagiaires.
- **Les simulations** : des exercices de simulation organisés dans le cadre des enseignements en matière civile (JAF) et pénale (présidence d'audience et réquisitions correctionnelles) permettent aux stagiaires de vérifier leur capacité à mettre en œuvre les techniques professionnelles apprises lors de mises en situation professionnelle proche du réel. Ces exercices sont réalisés à partir de dossiers réels et font l'objet d'une analyse critique et constructive supervisée par des magistrats expérimentés et un psychologue.
- **Les devoirs écrits** : Adaptés dans leur difficulté à la progression du stagiaire, ils lui permettent de mettre en œuvre les techniques professionnelles apprises sous la supervision d'un magistrat expérimenté.



Les stagiaires sont dotés par l'ENM d'un ordinateur portable, conforme aux standards de sécurité du ministère de la justice et qui peut donc être connecté à l'intranet des juridictions, permettant ainsi un accès aux applicatifs métiers.

Cet ordinateur devra être restitué à la fin de leur formation.

VI- LE STAGE PROBATOIRE

A. LE STATUT DU STAGIAIRE

Pendant leur stage, les stagiaires ont un statut identique à celui des auditeurs de justice. En effet, aux termes de l'article 21-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, le stage est organisé « selon les modalités prévues à l'article 19 » définissant l'activité des auditeurs en juridiction : ils participent donc à l'activité juridictionnelle sous la responsabilité des magistrats et sans pouvoir recevoir délégation de signature. Ils peuvent notamment :

- Assister les magistrats du ministère public dans l'exercice de l'action publique,
- Présenter oralement des réquisitions devant les juridictions civiles et correctionnelles,
- Siéger en surnombre et participer avec voix consultative aux délibérés des juridictions civiles et correctionnelles,
- Assister aux délibérés des cours d'assises.

Ils sont astreints au secret professionnel après avoir prêté le serment devant la cour d'appel de Bordeaux. La formule du serment est la suivante :

« Je jure de conserver le secret des actes du parquet, des juridictions d'instruction et de jugement dont j'aurai eu connaissance au cours de mon stage ».

A cet effet, l'École organise cette prestation de serment durant la période de scolarité à Bordeaux.

La prestation de serment se fait en robe d'audience dont les stagiaires auront veillé à se munir au préalable.

B. LES CHOIX DE LIEUX DE STAGES ET LEUR CONTENU

La liste des lieux de stages juridictionnels est dressée à partir des propositions faites par les correspondants de l'École dans les juridictions (coordonnateurs régionaux de formation et directeurs de centres de stage).

Les stagiaires issus des concours complémentaires sont affecté(e)s sur un lieu de stage en fonction des desideratas qu'ils ont fait connaître à la sous-direction des stages, sous réserve des places disponibles et de la capacité des magistrats en juridiction à les accompagner dans leur formation.

Le stage est limité :

- Aux fonctions civiles et pénales du siège du tribunal judiciaire, hors fonctions spécialisées,
- Aux fonctions du parquet

Le stage probatoire juridictionnel de 4 mois est séquentiel de la manière suivante :

- Stage parquet : 7 semaines
- Stage siège pénal : 3 semaines
- Stage siège civil et JAF : 7 semaines

Le stage probatoire juridictionnel a pour objectif de :

- S'assurer que le/la candidat(e) fait preuve des compétences fondamentales requises d'un futur magistrat,
- Démontrer l'aptitude du candidat / de la candidate à exercer les fonctions judiciaires du parquet et du siège du tribunal judiciaire hors fonctions spécialisées, sans autre difficulté que celles liées à l'adaptation à la prise de fonctions nouvelles.

Les directeurs de centre de stage et les maîtres de stage sont sensibilisés au fait qu'il s'agit d'un processus de formation raccourci et en tiennent compte dans la démarche de l'évaluation.

C. LES EMPECHEMENTS A AFFECTATION

Le régime des empêchements à affectation a pour objectif :

- de permettre aux stagiaires d'effectuer leur stage dans les meilleures conditions pédagogiques possibles, sans que les fonctions exercées précédemment n'interfèrent dans les relations avec les maîtres de stage et leurs interlocuteurs ;
- d'assurer une évaluation impartiale.

En application des dispositions de l'article 85 du règlement intérieur de l'École nationale de la magistrature, le directeur ou son délégué se prononce sur les requêtes présentées par les stagiaires et tendant à lever les incompatibilités relatives figurant ci-après.

Le silence gardé sur les empêchements absolus ou relatifs entraîne *a minima*, à titre de sanction, l'annulation de la décision d'affectation.

En tout état de cause, il est rappelé qu'existent des règles déontologiques qui obligent de s'abstenir, lorsque le stagiaire a un intérêt personnel ou des liens notoires dans le cadre d'une affaire en cours dans sa juridiction d'affectation au sens des articles 339 du code de procédure civile et L 111-5 à L 111-11 du code de l'organisation judiciaire.

Ainsi, la liste des empêchements qui suit revêt un caractère non exhaustif. Les stagiaires sont, en conséquence, invités à saisir le directeur de toute situation non expressément prévue mais qui leur paraîtrait de nature à susciter des difficultés.

Les empêchements à affectation sont de deux ordres :

- **absolus** : aucune dérogation n'est possible ;
- **relatifs** : la levée de l'incompatibilité peut être décidée par la directrice de l'ENM sur demande motivée du stagiaire / de la stagiaire concerné(e).

En cas de doute, les stagiaires sont invités à saisir la sous-direction des stages de toute situation non expressément prévue mais qui leur paraîtrait de nature à susciter des difficultés.

LES EMPECHEMENTS ABSOLUS

1. Le/La stagiaire dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité est magistrat à la cour d'appel ne peut être affecté(e) dans un quelconque des tribunaux judiciaires du ressort de cette cour.
2. Le/La stagiaire dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité est magistrat dans un tribunal judiciaire ne peut être affecté(e) dans le ressort de ce tribunal.
3. Le/La stagiaire ayant exercé, dans les 5 années précédant le début du stage, des fonctions juridictionnelles (magistrat à titre temporaire, assesseur au tribunal pour enfants, juge consulaire, conseiller prud'homme...) ou des fonctions de délégué du procureur de la République ne peut être affecté(e) dans la juridiction concernée.
4. Le/La stagiaire ayant exercé en qualité d'assistant de justice, d'assistant spécialisé ou de juriste assistant, dans un tribunal judiciaire dans les 5 années précédant le début du stage ne peut y être affecté(e).
5. Le/La stagiaire ayant exercé en qualité d'avocat au barreau du tribunal judiciaire dans les 5 années précédant le début du stage, ne peut y être affecté(e).
6. Le/La stagiaire ayant bénéficié d'attestations pour son recrutement dans la magistrature ne peut être affecté(e) dans la juridiction où exerce le magistrat attestant.

LES EMPECHEMENTS RELATIFS

Hors les cas d'empêchements absolus, une autorisation de la directrice de l'ENM est nécessaire, dans les situations d'empêchements relatifs suivantes :

1. Le/La stagiaire dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité, a été magistrat à la cour d'appel dans les 5 années précédant le début du stage, ne peut être affecté(e) dans un quelconque des tribunaux judiciaires du ressort de cette cour.
2. Le/La stagiaire dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité, a été magistrat dans un tribunal judiciaire dans les 5 années précédant le stage, ne peut être affecté(e) dans le ressort de ce tribunal.
3. Le/La stagiaire dont le père, la mère, le frère, la sœur, le conjoint, le concubin ou le partenaire uni par un pacte civil de solidarité, ou un membre de la famille proche est magistrat dans un tribunal judiciaire ne peut être affecté(e) dans un quelconque des tribunaux judiciaires relevant du ressort de la même cour d'appel.
4. Le/La stagiaire dont un membre de la famille proche est magistrat dans un tribunal judiciaire ne peut être affecté dans le ressort de ce tribunal.
5. Le/La stagiaire dont un membre de la famille proche est : fonctionnaire des services judiciaires, agent de la fonction publique en relation habituelle avec l'autorité judiciaire, auxiliaire de justice, expert judiciaire, délégué du procureur, titulaire de fonctions juridictionnelles au sein du ressort (magistrat à titre temporaire, juge consulaire, assesseur au TPE, conseiller prud'homal...) ne peut être affecté(e) dans un quelconque des tribunaux judiciaires du ressort de la cour d'appel concernée.
6. Le/La stagiaire ayant exercé dans les 5 ans précédents le début du stage, en qualité de : fonctionnaire des services judiciaires, agent de la fonction publique en relation habituelle avec l'autorité judiciaire, auxiliaire de justice, expert judiciaire, délégué du procureur, titulaire de fonctions juridictionnelles au sein du ressort (magistrat à titre temporaire, juge consulaire, assesseur au TPE, conseiller prud'homal...) ne peut être affecté(e) dans un quelconque des tribunaux judiciaires du ressort de la cour d'appel concernée.
7. Le/La stagiaire ayant exercé dans les 5 ans précédents le début du stage en qualité d'avocat inscrit au barreau de Paris, de Nanterre, de Bobigny ou de Créteil, ne peut être affecté(e) dans l'un quelconque de ces tribunaux judiciaires sauf à avoir attesté n'y avoir jamais exercé effectivement une activité (plaidé ou même agi dans un dossier).
8. Le/La stagiaire ayant travaillé dans les 5 ans précédents le début du stage dans une maison de « Justice et du Droit », dans un centre départemental d'accès au droit ou toute structure associative partenaire de l'autorité judiciaire, ne peut être affecté(e) dans le ressort de la juridiction concernée.
9. Le/La stagiaire ayant effectué un stage, même à temps partiel, pendant plus de 2 mois à l'occasion des 3 dernières années avant le début du stage auprès d'un tribunal judiciaire, ne peut être affecté(e) au sein de cette juridiction.

Le stage complémentaire

Un stage complémentaire d'une durée de 8 semaines à 16 semaines centré sur les fonctions choisies interviendra avant une prise de fonction et après avis du conseil supérieur de la magistrature.

VII- LA VALIDATION DES COMPETENCES

Art 21-1 de l'ordonnance statutaire de 1958 : « *Après un entretien avec le candidat, le jury se prononce sur son aptitude à exercer les fonctions judiciaires* ».

L'entretien avec le jury se déroule à l'issue des 5 mois de formation à l'École et en juridiction.

La composition du jury est définie par l'article 45 du décret du 4 mai 1972 :

- Un magistrat hors hiérarchie à la Cour de Cassation (président)
- Un directeur, chef de service ou sous-directeur au ministère de la justice ou un membre de l'inspection générale de la justice (vice-président)
- Un Membre du Conseil d'Etat ou un magistrat de la Cour des comptes
- Trois magistrats de l'ordre judiciaire
- Deux professeurs des universités chargés d'un enseignement de droit
- Un avocat ou un avocat honoraire

Au regard de la jurisprudence du Conseil d'Etat, les 9 membres sont convoqués pour être présents.

Les modalités de l'audition :

Il n'y a pas de précision dans les textes sur la durée de l'entretien et les modalités pratiques de l'audition. Les années précédentes, le jury avait avisé les candidat(e)s que cet entretien de trente minutes se décomposerait en deux parties. Les dix premières minutes avaient été consacrées à une présentation spontanée du/de la candidat(e) : parcours, motivations et stage juridictionnel. Les vingt minutes suivantes consistaient en des mises en situation et des questions relatives à la vie judiciaire, à l'activité juridictionnelle ainsi qu'aux enjeux auxquels est confrontée l'institution judiciaire sans omettre les grands principes du droit.

Le jury dispose du dossier du candidat lequel comprend :

- L'avis motivé de la directrice de l'École
- Le rapport du CRF
- Le rapport du DCS
- Les évaluations des maîtres de stage

L'ensemble de ces documents d'évaluation font préalablement l'objet d'une notification au/à la stagiaire qui dispose d'un délai s'il/ si elle souhaite faire des observations écrites.

VIII-LA DECISION DU JURY

Il se prononce sur l'aptitude de chaque stagiaire à exercer, à la sortie de l'École, les fonctions judiciaires, après avis motivé de la directrice de l'École et au vu des rapports du directeur de centre de stage et du coordonnateur régional de formation.

- Le jury peut prononcer :
- ♦ Une déclaration d'aptitude générale
 - ♦ Une déclaration d'inaptitude
 - ♦ **Aucun redoublement n'est possible**

Depuis la modification du décret n° 2001-1099 du 22 novembre 2001 par le décret n°2018-495 du 19 juin 2018, le jury peut prolonger la période de stage complémentaire de 2 à 4 mois.

La décision de déclarer un(e) candidat(e) inapte à exercer les fonctions judiciaires est portée à la connaissance de l'intéressé(e), au cours d'un entretien individuel avec le président ou un membre du jury désigné par lui.

A l'occasion de la publication des résultats, une prise en charge personnalisée est organisée par l'ENM pour les stagiaires déclarés inaptes avec notamment, la présence dans les locaux d'une psychologue.

IX- LE CHOIX DES POSTES A L'ISSUE DE LA FORMATION

Les stagiaires classé(e)s par le jury choisissent leur poste dans une liste élaborée par le ministère de la justice.

La répartition s'opère suivant l'ordre du classement au concours d'entrée.

X- LE SERMENT DU MAGISTRAT

Au terme de leur formation, les stagiaires prêtent le serment du magistrat devant la cour d'appel d'affectation à l'occasion d'une audience solennelle :

**« Je jure de bien et fidèlement remplir mes fonctions,
de garder le secret des délibérations et de me conduire en tout
comme un digne et loyal magistrat »**